



Conseil économique et social

Distr. générale
20 avril 2010
Français
Original : anglais

Session de fond de 2010

New York, 28 juin-23 juillet 2010

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

Coopération régionale

La situation économique en 2009-2010 de la région de la Commission économique pour l'Europe : Europe, Amérique du Nord et Communauté d'États indépendants

Résumé

De 2007 à 2009, la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) a connu la plus grave crise financière depuis la Grande Dépression des années 30. La crise économique qui s'en est suivie entre 2008 et 2010 a été la pire depuis la Deuxième Guerre mondiale. Malgré la gravité du choc financier, la crise a pu être contenue grâce à une politique monétaire et budgétaire agressive, un niveau de coopération économique plutôt élevé des pays de la région et l'aide des institutions financières internationales et régionales. Quinze des économies de la région ont dû faire appel à l'aide du Fonds monétaire international (FMI). En 2010, on devrait assister à une reprise lente à modérée, mais la plupart des pays de la région ne retrouveront pas leur niveau de revenu de 2008 avant 2011, voire 2012. Cependant, plusieurs de ces économies parmi les plus touchées continueront de voir décroître leur produit intérieur brut (PIB) en 2010. Le taux de chômage, qui a atteint 10 % dans la plupart des pays de la région, pourrait se maintenir à ce niveau élevé jusqu'en 2014. La situation budgétaire et la dette des pays développés de la région se sont fortement dégradées et, parfois, sont devenues problématiques.

Pendant plus d'un siècle, la région de la CEE a représenté plus de la moitié de la production économique mondiale (en parité de pouvoir d'achat). Toutefois, en 2010, elle devrait voir sa part du PIB mondial baisser de plus de 50 % en raison de la croissance plus rapide des pays en développement. En 2000 encore, l'Union européenne et l'Amérique du Nord représentaient chacune plus d'un quart de la production mondiale et les économies émergentes de l'Europe de l'Est et du Sud, le

* E/2010/100.



Caucase et l'Asie centrale, 5 %. Les parts mondiales de l'Union européenne et de l'Amérique du Nord ont actuellement chuté et représentent un peu plus d'un cinquième chacune, alors que les économies émergentes ont vu la leur augmenter de 6 %. La région devrait voir sa part dans la production mondiale continuer de reculer au cours des 10 prochaines années tant que sa croissance démographique et son revenu par habitant demeurent inférieurs aux moyennes mondiales.

La région de la CEE, constituée de 56 États membres, reste très diversifiée. Bien qu'elle regroupe la plupart des pays les plus développés, 26 (soit près de la moitié) de ses États membres ont un revenu par habitant inférieur au double de la moyenne mondiale, 12 ont un revenu inférieur à la moyenne mondiale et 5 ont un revenu inférieur à la moitié de la moyenne mondiale. La région compte neuf économies considérées comme des pays en développement sans littoral selon la définition de l'Organisation des Nations Unies. En raison de la gravité de la crise économique et financière, plusieurs de ces pays devront recentrer davantage leurs efforts s'ils veulent voir se réaliser une grande partie des objectifs du Millénaire pour le développement; ils devront, notamment, accroître sensiblement les financements.

I. Aperçu de la situation économique

1. Parmi les cinq régions des commissions définies par les Nations Unies, la région de la Commission économique pour l'Europe a été la plus touchée par la crise financière. Elle a vu sa croissance réelle chuter de 3,2 % en 2007 à 1,2 % en 2008, puis à moins 3,6 % en 2009. Actuellement, la croissance prévue est de 2,3 % en 2010 et de 2,6 % en 2011. Toutefois, 11 (soit environ un cinquième) des économies de la région devraient continuer de connaître une croissance négative encore en 2010.

2. Des trois sous-régions de la CEE, ce sont les économies européennes émergentes qui ont vu leur PIB reculer le plus à la fois par rapport au niveau réel qu'il avait atteint en 2009 (moins 6,4 %) et aux tendances récentes. En 2009, le taux de croissance était de moins 13,7 % inférieur à la moyenne enregistrée pour la période de cinq ans allant de 2003 à 2007. L'Europe de l'Ouest et l'Europe centrale (qui comprend les nouveaux membres de l'Union européenne) affichaient un taux de croissance de moins 3,9 % en 2009, soit un écart de moins 6,5 points de pourcentage de 2003 à 2007. Quant au PIB, l'Amérique du Nord était la sous-région de la CEE la moins touchée, avec une croissance de moins 2,4 % en 2009 et une baisse de moins 5,2 points de pourcentage par rapport au niveau de 2003-2007. Bien que les économies émergentes aient été le plus sévèrement touchées, huit d'entre elles ont enregistré une croissance positive en 2009. La Pologne a été la seule économie des deux autres sous-régions de la CEE (et la seule de l'Union européenne) à connaître une croissance positive en 2009.

3. En dépit de la grave crise économique, la stabilité politique et sociale a été maintenue à travers toute la région, contrairement aux années 30, essentiellement grâce aux importants filets de protection sociale mis en place.

4. En 2010 et 2011, la région devrait connaître une relance économique modérée en raison des effets restrictifs du chômage sur les dépenses de consommation, de la nécessité pour les gouvernements de mettre fin aux incitations budgétaires, prématurément dans certains cas, compte tenu de la dette qui ne cesse d'augmenter et des systèmes financiers de ces économies qui sont affaiblis en partie par manque de capitaux et par nécessité de se désengager. Les économies européennes émergentes devraient connaître une croissance plus forte car leur chute a été plus grande. L'avenir de ces économies dépend fortement de l'évolution de la situation économique mondiale. On ignore encore l'effet que pourraient avoir des éruptions prolongées du volcan Eyjafjallajökull.

II. Situation économique des économies avancées de la CEE

5. Les États-Unis d'Amérique et l'Europe ont subi un grand choc financier. Il est certes difficile d'en évaluer l'ampleur mais, à titre de comparaison, les États-Unis ont certainement été autant sinon plus touchés que l'Europe de l'Ouest. Néanmoins, la crise économique a été moins grave aux États-Unis et la reprise plus rapide, principalement grâce à une politique d'ajustement monétaire et budgétaire plus agressive. L'une des leçons essentielles à retenir est que cette crise a mis en évidence l'importance et l'efficacité des politiques macroéconomiques discrétionnaires. Cela dit, une politique macroéconomique agressive a des effets

inflationnistes à long terme et peut compliquer le remboursement de la dette. Il faudra attendre encore plusieurs années pour savoir si les États-Unis ont été bien inspirés d'adopter une approche plus macroéconomique que celle, plus prudente, de l'Europe. En outre, ces choix différents pourraient être dus aux différences structurelles entre les deux régions.

6. Épargnée par la crise financière en grande partie grâce à son cadre réglementaire mieux adapté, l'économie canadienne a tout de même connu un marasme comme aux États-Unis du fait de l'ampleur des échanges commerciaux et des liens financiers qu'elle entretient avec ce pays. Les deux économies ont enregistré des taux de croissance trimestrielle très proches ces dernières années.

7. Les taux d'intérêt dans les pays avancés de la CEE sont demeurés inférieurs ou égaux à 1 % quasiment tout au long de 2009 et de la première moitié de 2010. En outre, les banques centrales ont appliqué des mesures extraordinaires (politique d'assouplissement monétaire ou des variantes) pour assurer un niveau suffisant de liquidités. De la deuxième moitié de 2007 au début de 2010, le bilan de la Réserve fédérale américaine a augmenté de plus de 150 %, contre 50 % pour la Banque centrale européenne. Quant aux mesures discrétionnaires de relance économique, les États-Unis ont mis en œuvre un plan équivalent à 6,8 % de leur PIB tandis que les plans de la zone euro représentaient 2,5 % du PIB de celle-ci et celui du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 1,4 %. Toutefois, les stabilisateurs automatiques de l'Europe sont apparemment de loin supérieurs. Face à la dégradation (depuis 2007) de leur situation budgétaire, les États-Unis et le Royaume-Uni ont adopté un plan de relance équivalent à 10 % de leur PIB en 2009, contre 6 % dans la zone euro.

8. C'est par le recours aux déficits budgétaires qu'on a dans une large mesure réussi à limiter l'ampleur de la récession économique. Dans un certain nombre d'économies de la CEE, ces déficits devraient être supérieurs à 10 % en 2010, notamment au Royaume-Uni (13,5 % du PIB), en Espagne (11,6), aux États-Unis (11,1) et en Irlande (11). Le déficit grec devrait être de 9,5 % du PIB. Ces plans ont varié en fonction de leur calendrier et de leur nature, certaines dépenses étant plus stimulantes que d'autres. Ainsi, les États-Unis ont lancé un programme de relance massif de 787 milliards de dollars au début de 2009, dont seulement 34 % ont été effectivement dépensés en 2009, le reste l'étant surtout en 2010. Il s'agissait d'investissements dans les équipements (30 %), d'allègements fiscaux (30 %), de versements aux collectivités locales et aux États et de majoration des prestations sociales (40 %).

9. Toutefois, la plupart des économies avancées de la région ont ainsi vu leur dette augmenter considérablement. D'ici à 2014, les taux d'endettement des grandes économies seront proches de 100 % du PIB. Ainsi, le ratio dette/PIB devrait être de 1,29 en Italie, 1,08 aux États-Unis, 0,98 au Royaume-Uni, 0,96 en France et 0,89 en Allemagne. La situation est d'autant plus grave que ces économies étaient déficitaires pendant les années de prospérité qui ont précédé la crise et qu'elles font face à un problème de vieillissement à long terme de leur population, de sorte que le paiement de retraites et de soins médicaux aux retraités aura un impact négatif sur leur budget.

10. Si le principal objectif de ces économies sera, au cours des 10 prochaines années, de régler le problème de l'endettement, tout arrêt prématuré de la politique budgétaire expansionniste avant que le secteur privé ne se rétablisse pleinement ne

fera que prolonger la crise économique, voire aggraver l'endettement. Par conséquent, ces pays doivent mettre en place des plans à long terme (auxquels ils doivent adhérer de manière crédible) qui tiennent compte du déséquilibre budgétaire mais ne prévoient des réductions de dépenses et des hausses d'impôts qu'une fois la reprise consolidée, ce qui pourrait tarder jusqu'à la deuxième moitié de 2011.

11. La Pologne a été le seul pays de l'Union européenne à avoir été épargné par une croissance négative en 2009, et ce parce qu'elle a limité les vulnérabilités avant la crise en adoptant des taux de change flexibles et contrôlé le déficit de sa balance courante ainsi que la croissance du crédit et les prêts libellés en devises. Autre facteur important, sa politique d'expansion budgétaire a fait passer le déficit de moins 2 % du PIB en 2007 à près de 7 % en 2009. Toutefois, d'après les estimations actuelles, ce déficit devrait dépasser le plafond autorisé de la dette publique d'ici à 2014, de sorte qu'une consolidation est envisageable après 2012.

12. La crise économique a révélé des failles fondamentales dans l'architecture institutionnelle de l'Union européenne, notamment dans la structure de la zone euro. Dans l'ensemble, les membres de la zone euro n'ont pas su faire preuve d'une coordination économique suffisante pour gérer la crise et ne semblent pas disposer d'un mécanisme approprié qui leur permettrait de faire face à d'importants déséquilibres de la balance courante. Les difficultés que rencontrent les États baltes (dont les monnaies sont indexées sur l'euro) et la Grèce ont exposé les grands inconvénients d'appartenir à la zone euro.

13. Les déséquilibres mondiaux seraient à l'origine de la crise économique. En 2006, le déficit de la balance courante des États-Unis était supérieur à 6 % du PIB mais est retombé à 3 % à la fin de 2009. La reprise inégale, qui voit les économies en développement, notamment la Chine, se développer plus rapidement en 2009 et en 2010 que les États-Unis, a eu l'effet escompté d'empêcher que les déséquilibres mondiaux ne retrouvent leur niveau d'avant la crise. Toutefois, une fois la reprise lancée, il est probable que ces déséquilibres, ainsi que les vulnérabilités qu'ils engendrent, retrouveront des niveaux indésirables et non viables si des ajustements de change appropriés ne sont pas mis en place.

III. Situation économique des économies européennes émergentes

14. Les habitants et les institutions financières des économies européennes émergentes détenaient peu des actifs à risque au cœur de la tourmente financière mondiale. Toutefois, ce qui a fragilisé ces économies, c'est la chute considérable des exportations due à des baisses importantes du PIB de leurs principaux partenaires commerciaux, la dégringolade rapide des envois de fonds, l'écroulement des prix des matières premières mais, surtout, leur dépendance à l'égard des marchés des capitaux extérieurs pour financer leur développement économique. Beaucoup de ces pays ont subi un « brusque arrêt » classique après le gel des marchés des capitaux à la suite de la faillite de Lehman Brothers. Elles ne connaissaient pas de déficit budgétaire, souvent associé à ce type d'arrêt brusque, l'emprunt extérieur ayant été largement le fait du secteur financier privé.

15. Les résultats des économies européennes émergentes étaient fortement disparates : l'Europe du Sud-Est (moins 3,1 %) affichait de meilleurs résultats que la

Communauté d'États indépendants (CEI) (moins 7 %). Au sein de l'Europe du Sud-Est, la Turquie (moins 5,6 %) a enregistré une chute plus importante que les autres (moins 3,1 %). En 2009, deux pays de la CEI, l'Arménie et l'Ukraine, ont connu des baisses du PIB à deux chiffres tandis que les pays de la CEI de l'Asie centrale, notamment ceux riches en ressources énergétiques et peu dépendants des marchés des capitaux étrangers, s'en sont relativement bien sortis. En fait, en 2009, trois de ces pays – l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan – affichaient une croissance supérieure à 6 % et devraient être parmi les économies connaissant l'expansion la plus rapide au monde en 2010. La Fédération de Russie a connu le ralentissement économique le plus important des économies du Groupe des Vingt (G-20).

16. La crise a été particulièrement grave dans beaucoup d'anciennes économies en transition (y compris les nouveaux États membres) et plus importante que ce qu'ont connu la plupart des pays de la CEI après la crise russe de 1998/99. Néanmoins, la chute du PIB pendant la crise de 2009 n'a été qu'une fraction des chutes enregistrées par ces économies pendant la récession qui a marqué la transition des années 90. Même en Lettonie, le pays le plus touché de la région, le ralentissement économique, qui devrait être d'environ moins 27 % du PIB en 2007-2010, ne représente qu'environ la moitié de la baisse enregistrée lors de la crise des années 90. Toutefois, il demeure important vu qu'il est plus ou moins égal au marasme économique des États-Unis au cours de la Grande Dépression des années 30 (environ moins 29 %).

17. Contrairement à la réaction des marchés émergents lors des crises économiques classiques, les économies européennes émergentes ont, dans l'ensemble, pu adopter des mesures de relance macroéconomiques d'assez grande ampleur, notamment des politiques d'expansion budgétaire. Les politiques d'expansion monétaire ont été plus difficiles à appliquer en raison de questions liées aux marchés des changes. En général, les dépenses sociales ont été maintenues, voire augmentées, tandis que de grosses sommes ont été consacrées à sauver le secteur bancaire malade.

18. Ces pays, qui détiennent d'importants fonds souverains, ont pu également mobiliser leurs ressources pour atténuer l'impact de la crise. Au début de la crise, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et la Fédération de Russie ont injecté des fonds d'un montant équivalent à 23,6, 20,6 et 15,9 % de leurs PIB respectifs. Toutefois, compte tenu des incertitudes liées à la durée et à la gravité de la crise, ces pays ont utilisé ces ressources avec prudence. Bien qu'ils n'y soient pas tenus juridiquement, ils se sont montrés peu disposés à engager ces fonds pour aider le secteur privé à faire face à son endettement extérieur, renforçant ainsi ces incertitudes et limitant d'autant plus la capacité du secteur privé de lever des fonds sur les marchés mondiaux des capitaux pendant la crise.

19. En 2010, l'ensemble des économies de la CEI devraient connaître une croissance positive bien que le taux moyen de 3,9 % puisse être considérablement inférieur à la tendance affichée pendant la période 2002-2007. Dans plusieurs grandes économies, le secteur de la banque demeure fragilisé, ce qui limitera les investissements sur le court terme. Le retour à des prix énergétiques relativement élevés pourrait stimuler la croissance des pays riches en ressources énergétiques bien que l'appréciation de la monnaie dans certains puisse limiter cette croissance et compromettre les efforts de diversification. En mars 2010, le rouble russe atteignait

sa cotation la plus élevée en 14 mois. Les économies à la croissance la plus forte pourraient connaître encore des problèmes d'inflation, qui pourraient être limités dans une certaine mesure par l'appréciation de la monnaie. La croissance devrait s'intensifier en 2011, avec un taux prévu de 4,7 %. Toutefois, il faudra poursuivre la diversification économique et les réformes institutionnelles si l'on veut retrouver une croissance économique robuste à moyen terme.

IV. Tendances économiques particulières

A. Emploi

20. En raison de la crise mondiale, la plupart des économies de la CEE ont vu leur taux de chômage augmenter pendant 2009 mais celui-ci semble s'être stabilisé au début de 2010. Aux États-Unis et dans l'Union européenne, le chômage a atteint un taux record légèrement supérieur à 10 %. Au premier trimestre de 2010, il était supérieur à 15 % en Estonie, en Géorgie, en Lettonie, en Serbie et en Espagne, et supérieur à 30 % en Bosnie-Herzégovine et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Dans la plupart des pays de la région de la CEE, il devrait rester supérieur à la tendance pendant encore trois ou quatre ans.

21. Compte tenu des baisses du PIB enregistrées, le recul de l'emploi a été plus important que prévu aux États-Unis et moins important en Europe de l'Ouest. Ainsi, bien que la baisse du PIB ait été moins prononcée aux États-Unis que dans la zone euro, les chiffres du chômage aux États-Unis ont été plus élevés. Cela s'explique essentiellement par la flexibilité du marché du travail, différente entre les sous-régions. Cela dit, pour réduire la perte d'emplois, certains pays européens, notamment l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas, ont adopté des politiques d'urgence ou à court terme, dont certaines ont été très efficaces. Ainsi, le chômage en Allemagne a peu varié, le taux atteint au printemps 2010 étant le même que deux ans auparavant.

22. Au cours de la crise économique actuelle, l'économie des États-Unis a perdu 8,4 millions d'emplois (soit 6,1 % des emplois non agricoles); perte qui, par rapport au nombre total d'emplois, est la plus importante enregistrée depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Au début de 2010, plus de 15 millions de personnes étaient sans emploi, le taux de chômage s'élevant à un peu plus de 10 %, soit moins que lors de la crise de 1981-1982, le chômage ayant été plutôt bas avant le début de la crise actuelle. Au début de 2010, plus de 11 millions de personnes touchaient des indemnités de chômage. Le taux de sous-emploi, comprenant les travailleurs découragés et les travailleurs à temps partiel à la recherche d'un emploi à temps complet, a culminé à plus de 17 %. La durée moyenne du chômage a augmenté, passant de 8,8 semaines en février 2007 à 19,6 semaines en février 2010. Le nombre de travailleurs au chômage pendant au moins six mois (6,3 millions en janvier 2010) était égal au double de l'un quelconque des taux enregistrés ces 50 dernières années.

23. La hausse du chômage aux États-Unis a été généralisée, l'ensemble des 50 États ayant en décembre 2009 un taux de chômage supérieur à l'année précédente. Au début de 2010, environ un cinquième des États affichaient des taux de chômage de plus de 10 %. Le niveau de productivité a augmenté sensiblement, principalement dû au fait qu'au cours du ralentissement économique, le recul des emplois aux États-Unis a été plus important que prévu compte tenu des baisses de la

production. Au dernier trimestre de 2009, la productivité était 5,8 % supérieure au niveau de l'année précédente et, en conséquence, le coût unitaire de la main-d'œuvre a baissé de 4,7 % (par rapport à l'année précédente), la baisse annuelle la plus importante enregistrée depuis le début de la prise en compte de cette statistique en 1948.

24. Le taux de chômage annuel de l'Europe des 27 en 2009 était de 8,9 %. Bien que plutôt élevé, l'Union européenne connaissait un chômage important depuis longtemps. Par exemple, le taux de chômage annuel de l'Union européenne était supérieur ou égal à 8,9 % entre 2002 et 2005. Il était légèrement supérieur pour les hommes (9 %) que pour les femmes (8,8 %). Toutefois, ce sont surtout les hommes qui ont été touchés par le recul de l'emploi. Ainsi, en Allemagne, 220 000 des 230 000 emplois perdus pendant la crise jusqu'à la fin de 2009 concernaient des hommes. Le chômage en Europe a continué d'augmenter au début de 2010. En février 2010, il était de 9,6 % dans les 27 pays de l'Union européenne (plus de 23 millions de travailleurs) et de 10 % dans la zone euro, taux le plus élevé depuis août 1998. Le taux de chômage des jeunes dans l'Europe des 27 était supérieur à 20 % au début de 2010. Le nombre total d'emplois a baissé de 1,9 % dans l'Europe des 15 en 2009.

25. Les écarts entre les chiffres du chômage sont considérables d'un pays d'Europe de l'Ouest à un autre (notamment dans les nouveaux États membres) : en 2009, on enregistrait des taux annuels supérieurs à 15 % en Espagne (18 %) et en Lettonie (17,1 %), et des taux inférieurs à 5 % aux Pays-Bas (3,4 %) et en Norvège (3,1 %). En février 2010, le chômage avait grimpé dans chacun des États membres par rapport à février 2009.

26. Les taux de chômage ont augmenté dans la plupart des pays de la CEI (y compris en Géorgie). L'Arménie, la République de Moldova et l'Ukraine ont enregistré une dégradation considérable de leurs indicateurs du marché du travail. En outre, le retour de travailleurs migrants ayant perdu leur emploi dans la Fédération de Russie a aggravé d'autant plus le chômage, notamment dans les pays à faible revenu de la CEI. Au début de 2010, le taux de chômage dans la Fédération de Russie était égal 8,6 % et à 6,5 % au Kazakhstan; le taux de chômage annuel de l'Ukraine était de 8,8 % en 2009.

B. Inflation

27. En raison du ralentissement économique, l'inflation est restée modérée dans toute la région mais, au début de 2010, elle a commencé à grimper dans plusieurs économies. Dans les économies avancées, elle a été très inférieure à l'objectif général que les banques centrales avaient fixé à environ 2 % en 2009. Elle devrait s'en rapprocher en 2010 pour ce qui est des économies avancées, mais devrait demeurer légèrement inférieure dans la zone euro. La Lettonie devrait connaître une déflation de plusieurs points de pourcentage en 2010, tout comme, éventuellement, les pays très endettés de la zone euro tels que la Grèce. L'inflation a été plus élevée dans les économies européennes émergentes, notamment dans la CEI où elle était d'environ 9 % en 2009 et devrait être de 7 % en 2010. L'Ukraine a affiché et continue d'afficher une inflation à deux chiffres; les ménages dans les pays importateurs d'énergie se retrouvent avec des factures d'énergie plus élevées car les prix des combustibles sont de plus en plus indexés sur le marché. En février, le taux

d'inflation a atteint 10,1 % en Turquie en raison d'une flambée de l'indice alimentaire.

28. Pendant tout 2009, la croissance monétaire a été plutôt faible dans les économies avancées de la région. Au début de 2010, la masse monétaire au sens large dans la zone euro était légèrement inférieure à son niveau de l'année précédente tandis que les hausses enregistrées aux États-Unis et au Royaume-Uni sur la même période étaient inférieures à 5 %. En conséquence, l'inflation anticipée demeure modérée. La situation pourrait se dégrader si la croissance supérieure en Asie entraînait le retour de la flambée des prix de matières premières de 2007-2008, ce qui obligerait les banques centrales à durcir leur politique monétaire avant le rétablissement d'une croissance solide.

C. Commerce

29. Avant la crise, la principale vulnérabilité de nombreuses économies européennes émergentes était un important déficit de la balance courante : en 2008, ce déficit était supérieur à 10 % du PIB dans plusieurs groupes, notamment dans les nouveaux États membres, l'Europe du Sud-Est (à l'exception de la Turquie) et les pays pauvres en ressources de la CEI. Dans le même temps, les pays riches en ressources de la CEI affichaient un excédent budgétaire de près de 15 % du PIB. Bien que les déficits se soient réduits en 2009 et 2010, notamment dans les nouveaux États membres, ils demeurent un problème dans une grande partie de l'Europe du Sud-Est et dans les pays pauvres en ressources de la CEI.

30. Entre l'automne 2008 et le printemps 2009, les échanges commerciaux ont connu une chute spectaculaire dans toute la région en raison de la baisse du revenu national et de l'absence de financement du commerce. Le protectionnisme commercial, qui a marqué la crise des années 30, a été en grande partie évité bien que les tentatives des pays pour tirer parti des retombées de leur propre politique d'expansion budgétaire et des subventions à l'industrie aient prêté à controverse. La gestion du commerce au niveau mondial, essentiellement par le biais des disciplines de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), s'est avérée très efficace pour limiter la plupart des formes de protectionnisme. Au sein de l'Union européenne, les restrictions imposées à l'aide publique ont été sérieusement éprouvées mais les résultats obtenus semblent relativement corrects. Les taux de change ont énormément fluctué et les pays qui ont déprécié leur monnaie ont assisté à une baisse moindre de leurs exportations. Si quelques pays ont activement eu recours à des politiques de dépréciation de leur monnaie, en général, ils ont évité d'être catalogués de protectionnistes.

31. Les échanges commerciaux des économies de la CEE, comme pour bien des pays du monde, ont baissé considérablement pendant la crise, notamment dans la première moitié de 2009. En 2009, les exportations des 27 membres de l'Union européenne ont reculé de 16 % et les importations de 23 % par rapport à leurs niveaux de 2008. L'écart était considérable entre les exportations de la Finlande, qui ont baissé de 32 %, et celles de l'Irlande, qui n'ont reculé que de 4 %. Plus d'un quart des pays de l'Union européenne ont vu leurs importations baisser de plus de 30 % en 2009 par rapport à leurs niveaux de 2008. En janvier 2010, les exportations hors de l'Union européenne ont augmenté de 8 % par rapport à l'année précédente.

32. En 2009, les exportations des États-Unis de biens et de services ont baissé de 15 % par rapport à 2008, tandis que les importations ont reculé de 23 %. En janvier 2010, les exportations ont augmenté de 15 % par rapport à l'année précédente, et les importations de 12 %. Les exportations de marchandises du Canada ont baissé de 27 % en 2009 par rapport à 2008, et les importations de 16 %. Elles ont augmenté de 3 % en janvier par rapport à l'année précédente, tandis que les importations ont baissé de 4 %.

33. En janvier 2010, les exportations des pays de la CEI (et la Géorgie) étaient 45 % supérieures à leur niveau de l'année précédente, contre 11 % pour les importations. Les exportations et importations de la Fédération de Russie avaient baissé d'environ 50 % entre la première moitié de 2008 et la première moitié de 2009. Les pays de la CEI ont réussi dans une certaine mesure à diversifier leurs échanges sur le plan géographique. L'essentiel des exportations de ces pays est destiné à d'autres marchés tandis que, pour un grand nombre d'entre eux, plus de la moitié des importations provient de la CEI.

34. La plupart des grands pays qui ne sont pas membres de l'OMC sont des économies européennes émergentes. N'ayant pu adhérer à l'Organisation, ces 10 pays, dont l'économie était en transition, ont éprouvé des difficultés à diversifier leurs exportations en augmentant la part des produits manufacturés à haute valeur ajoutée et à créer des économies plus dynamiques. Si les nouveaux États membres et, dans une certaine mesure, l'Europe du Sud-Est ont réussi l'intégration économique régionale, les économies de la CEI ont rencontré davantage de problèmes. La création d'une union douanière par les membres de la Communauté économique eurasiennne a enregistré peu de progrès.

35. La Fédération de Russie, le Bélarus et le Kazakhstan ont poursuivi leurs efforts en vue de la création d'une union douanière. La Fédération de Russie, dont les tarifs douaniers sont plus élevés que ceux des deux autres, devra donc réduire considérablement les siens. La mise en place d'une union douanière implique un certain nombre d'ajustements institutionnels complexes car chacune de ces économies a de nombreux accords commerciaux bilatéraux qui devront être harmonisés, et chacune est encore engagée dans le processus d'adhésion à l'OMC.

D. Flux de capitaux et envois de fonds

36. Pendant la période 2000-2008, les économies européennes émergentes ont reçu des entrées nettes de capitaux considérables qui ont grandement contribué à la croissance robuste au cours de cette période. Grâce à ces entrées, ces pays ont maintenu des taux d'investissement plus élevés qu'il ne leur aurait été possible autrement. Les entrées nettes de capitaux, plus de 8 % du PIB de ces pays avant la crise, étaient le double du taux des autres régions en développement, même de l'Asie qui connaît une croissance rapide. En 2006 et 2007, les pays de la CEI recevaient aussi des entrées nettes de capitaux supérieures à l'ensemble des autres régions en développement du monde. Toutefois, cette dépendance a été l'une des raisons majeures qui ont fait que la région a vécu la crise économique de 2007-2010 plus durement que toutes les autres régions du monde.

37. Pendant la crise, les entrées nettes de capitaux dans les pays européens émergents (notamment les nouveaux États membres) ont chuté de près de 8 % du PIB dans les années qui ont précédé la crise, à près de zéro en 2009. Les créances et

les obligations ainsi que les prêts bancaires se sont révélés particulièrement volatiles, les entrées nettes étant supérieures à moins 4 % du PIB en 2009. Même des pays exportateurs nets de capitaux comme la Fédération de Russie ont vu leur secteur financier privé ne plus pouvoir lever des fonds sur les marchés mondiaux des capitaux, ce qui a entraîné une très grande déstabilisation. L'investissement étranger direct, plus stable, a tout de même reculé pour atteindre environ la moitié de son niveau d'avant la crise; de plus de 100 milliards de dollars en 2007 et 2008, il est passé à seulement une cinquantaine de milliards en 2009. Les apports officiels ont certes permis de fournir des financements à titre temporaire et d'urgence mais, ils n'ont pu empêcher la perte que d'une petite part des entrées privées. Les prévisions à moyen terme concernant les entrées de capitaux au cours des prochaines années indiquent que celles-ci n'atteindront que la moitié de leur niveau d'avant la crise. Ainsi, le modèle de développement de base de la région, tributaire de capitaux extérieurs pour financer une grande partie du développement, est un échec.

38. Nombre des économies européennes émergentes sont fortement tributaires des envois de fonds, qui représentent plus de 10 % du PIB dans plusieurs cas. Certaines années, le Tadjikistan et la République de Moldova ont reçu des envois supérieurs à 30 % du PIB, plus que n'importe quel pays au monde. Pour beaucoup, les envois de fonds sont plus importants que l'investissement étranger direct et l'aide publique au développement combinés. Au sein de la CEI, 31 millions de personnes ont émigré pour travailler ailleurs; dans neuf des pays de la CEI, plus de 10 % de la population a émigré. Du fait de la crise, les envois de fonds ont considérablement baissé, de l'ordre de 30 %. La Fédération de Russie a été l'un des grands pays d'accueil de nombreux travailleurs de la région; pendant la première moitié de 2009, les envois de fonds de ce pays ont chuté de 31 %, soit une baisse de 39 % par rapport à la tendance, compte tenu de la forte croissance d'avant la crise. La chute des envois de fonds a énormément contribué à accroître la pauvreté dans le Caucase et en Asie centrale.

E. Secteur financier

39. La crise progressant en 2009, les gouvernements de nombreux pays de la région ont dû continuer de fournir une aide financière ou des garanties à l'appui de leur secteur bancaire. Aux États-Unis, 140 banques (sur environ 8 000) ont fait faillite en 2009, soit plus que les 25 en 2008 (la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 a été la plus importante de l'histoire américaine); leur nombre devrait augmenter en 2010. Le système financier canadien a plutôt bien évité la crise financière mondiale : les banques s'étaient abstenues d'accorder de nombreux prêts hypothécaires à haut risque et étaient soumises à une réglementation plus stricte en matière de prises de contrôle et de titrisation.

40. Une grande différence entre la crise financière de 2007-2010 et celle des années 30 ou celles plus circonscrites telles que la crise de la dette russe de 1998/99 a été que les gouvernements de la région ont fourni des garanties considérables à l'appui des dépôts de leurs banques et, même si un certain nombre de banques ont fait faillite, les déposants dans l'ensemble ont été protégés. En outre, les banques centrales des pays avancés ont fourni des financements assez bon marché, souvent à des taux d'intérêt proches de 0 %, de façon à maintenir la liquidité et améliorer la solvabilité de leur système financier.

41. Au printemps 2010, le secteur financier des pays avancés est encore partiellement fragilisé. Les prêts ont peu augmenté mais on ne sait pas vraiment si, pour l'essentiel, la demande a été faible en raison du ralentissement économique ou si les banques ont rechigné à accorder des prêts au moment où elles essaient de se désengager. La solvabilité de nombreuses banques américaines de taille moyenne est encore mise à l'épreuve puisqu'elles détiennent le gros des prêts immobiliers consentis aux conditions du marché et, d'après les prévisions, près de la moitié de ces prêts sont hors du cours. En Irlande, l'État a dû prendre le contrôle de la plupart des grandes banques.

42. L'Islande a connu une grave crise financière avec la faillite de ses principales banques. Nombre des déposants dans ces banques étant des étrangers, la question de savoir qui les indemniserait a mis à jour la faiblesse actuelle des règles transfrontalières européennes en matière de finance. Au printemps 2010, on attendait encore la conclusion d'un accord sur les modalités de la répartition des coûts d'indemnisation des déposants, 93 % des votants ayant refusé la proposition initiale du Gouvernement. Les autorités islandaises n'avaient pas réglementé leur secteur bancaire comme il le fallait et l'avaient laissé prendre trop d'ampleur. Les banques détenaient des actifs représentant plus de 10 fois le PIB du pays, soit plusieurs fois le niveau jugé prudent. Elles se sont engagées dans un certain nombre de pratiques douteuses comme accorder des prêts excessifs à leurs propriétaires et aux parties liées.

43. Le système bancaire est demeuré fragile dans la CEI et les crédits ont peu augmenté. L'État a aidé un certain nombre de banques dans les grandes économies de la CEI, notamment dans la Fédération de Russie et au Kazakhstan (dont deux banques parmi les quatre plus grandes n'ont pas pu faire face à leurs obligations), où plusieurs banques ont fait faillite. Les pertes des banques ont mis à jour un certain nombre de questions de mauvaise gestion telles que la pratique consistant à accorder des prêts excessifs à des parties liées. En dépit des problèmes financiers, les déposants ont été protégés dans l'ensemble. Les prêts improductifs ont augmenté dans la plupart des pays de la CEI, et dans certains, comme l'Ukraine et le Kazakhstan, ils atteignent des niveaux qui pourraient être problématiques. Les taux d'intérêt nominaux demeurent considérablement élevés dans les économies européennes émergentes par rapport aux économies avancées. Par exemple, le taux principal de la banque centrale russe n'est passé qu'à 8,5 % en 2010, après 12 réductions par rapport à l'année précédente.

44. Les incidences que la forte présence de banques étrangères dans de nombreux nouveaux États membres et dans les économies européennes émergentes pourrait avoir sur la stabilité de ces pays pendant la crise ont suscité de vives préoccupations. Toutefois, dans l'ensemble, les avoirs étrangers se sont révélés être une force stabilisatrice car aucun n'a complètement été retiré de la région et seule la Banque Parex, en Lettonie, a fait faillite.

45. La région entreprend une réforme de son secteur financier sur plusieurs fronts et à des rythmes différents selon le problème, pour éviter une reddition de la crise de 2007-2009. Toutefois, les préoccupations concernant l'arbitrage réglementaire ont limité la portée des mesures nationales et, en général, affaibli les réformes, les pays s'étant montrés très sensibles à l'idée de réduire la compétitivité internationale de leur secteur financier. Ce processus a souligné l'importance et la nécessité pour les gouvernements de coopérer afin de mettre en place un ensemble de règles

cohérentes à défaut d'être harmonisées. La création probable d'un comité européen du risque systémique et d'un système européen de surveillance financière devrait améliorer la surveillance des marchés financiers européens et donc augmenter leur stabilité. On a peu avancé dans la recherche d'une solution aux faillites des banques transfrontalières importantes d'un point de vue systémique. Le Conseil de la stabilité financière devrait publier un ensemble de directives. La question des institutions « trop grandes pour sombrer » et la limitation par anticipation des risques systémiques mondiaux rencontrent moins de consensus.

F. Marchés de l'immobilier

46. La crise financière a été directement causée par l'effondrement aux États-Unis de la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires après que les prix des logements ont commencé à baisser dans le pays. L'évolution des prix des logements aux États-Unis est toujours un facteur déterminant pour le règlement de cette crise. Au printemps 2010, les prix des logements aux États-Unis ont baissé d'environ 30 % de leur point culminant en 2006, alors qu'ils semblaient s'être stabilisés en 2009. Toutefois, l'arrêt en fin avril 2010 du crédit d'impôt accordé aux primoaccédants, le niveau toujours élevé des saisies, un grand inventaire de logements non vendus et un fort taux de chômage laissent penser que les ventes et les prix pourraient rester à un faible niveau pendant un certain temps. Les ventes de nouveaux logements aux États-Unis sont tombées en février 2010 à un taux de 308 000 par an, le plus faible depuis qu'elles ont commencé à être enregistrées en 1963, soit une baisse de 78 % par rapport à leur taux record de juillet 2005. Les nouveaux logements mis sur le marché n'ont trouvé acquéreur qu'au bout de 9,2 mois aux prix de vente actuels, soit environ 50 % de plus que la moyenne. Tout au long de 2008 et 2009, le taux de non-remboursement des prêts hypothécaires a continué d'augmenter, atteignant près de 10 % à la fin de 2009. Même les prêts de première qualité affichaient un taux de non-remboursement de près de 7 %. Environ 2,8 millions de logements ont été saisis en 2009 et ce nombre pourrait passer à 3 millions en 2010. Au printemps 2010, quelque 12 millions de prêts immobiliers, soit environ un quart des hypothèques, étaient hors du cours.

47. Dans l'ensemble, les prix des logements en Europe se sont appréciés davantage qu'aux États-Unis dans la décennie précédant la crise mais ont moins baissé depuis le début de la crise. Toutefois, dans quelques-unes des économies les plus touchées, notamment en Irlande, en Lettonie et en Espagne, les prix des maisons ont considérablement baissé, ce qui a contribué à affaiblir la solvabilité des banques nationales. Dans certains pays européens, même dans ceux qui ont connu de grandes crises économiques tels que le Royaume-Uni, les prix des logements sont restés stables : au Royaume-Uni, les prix en mars 2010 étaient 9 % plus élevés que l'année précédente. La possibilité que les logements en Europe soient encore surévalués existant toujours, il existe un risque de ralentissement de la reprise économique en Europe. Compte tenu des changements récents en matière de droits de propriété et de la rareté des données rétrospectives, il est plus difficile de connaître le niveau des prix des logements dans les économies européennes émergentes.

G. Nouveaux problèmes de la dette

48. Les niveaux actuels et anticipés de la dette ont considérablement augmenté en Europe de l'Ouest en raison des politiques d'expansion budgétaire appliquées à la suite de la crise, qui viennent s'ajouter à la dette générée par l'évolution démographique à long terme. En 2009, 13 des 27 membres de l'Union européenne affichaient un niveau d'endettement supérieur à la limite de 60 % du PIB établie à Maastricht. Il s'agit notamment des quatre plus grands pays : l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie. Le seul nouvel État membre concerné était la Hongrie. En 2009, seuls cinq des 27 membres de l'Union européenne avaient un déficit budgétaire inférieur à la limite de 3 % du PIB établie à Maastricht; quatre affichaient un déficit supérieur à 10 %, dont la Grèce (13,5 % du PIB), l'Irlande (12,5), le Royaume-Uni (12,1) et l'Espagne (11,2). Dans la zone euro, le déficit budgétaire de l'État devrait être en général de 7 % du PIB en 2010.

49. Les préoccupations suscitées par la viabilité du déficit public en Grèce (et dans une moindre mesure au Portugal et en Espagne) ont créé une petite crise de la dette souveraine. Les rendements des obligations grecques à 10 ans se sont élevés à 7,5 % au début de 2010, avec un écart de rendement de 4 % par rapport aux obligations allemandes équivalentes, le plus grand depuis 1998, avant que la Grèce n'adhère à la zone euro. Actuellement, la dette grecque par rapport au PIB est d'environ 114 % et devrait être supérieure à 150 % d'ici à 2012. Aux taux d'intérêt actuels, rien que le coût du service de la dette équivaldrait à 9 % du PIB. Environ 80 % de la dette grecque est aux mains d'étrangers. La marge d'intérêts était également supérieure à 3 % en Hongrie et à 2 % en Pologne; elle était d'environ 1,5 % au Portugal et en Irlande.

50. L'Irlande, le Royaume-Uni et les États-Unis ont aussi des niveaux de déficits similaires (environ 12 % en 2009) mais un niveau d'endettement quelque peu inférieur (environ 80 % du PIB). Toutefois, la marge d'intérêts sur leur dette souveraine est restée stable et ce, pour diverses raisons : au Royaume-Uni et aux États-Unis, les banques centrales ou les organismes gouvernementaux ont racheté une grosse partie de la dette publique; les banques centrales peuvent imprimer la monnaie dans laquelle la dette est libellée et leurs risques de défaillance sont jugés beaucoup moins élevés. Cependant, les niveaux de la dette privée au Royaume-Uni sont extrêmement importants et, en conséquence, l'ensemble de la dette publique et privée du pays a atteint 380 % du PIB, la deuxième après le Japon.

51. La probabilité implicite que la Grèce ne rembourse pas sa dette au cours des cinq prochaines années, sur la base du prix de ses swaps sur défaillance, était supérieure à 25 % au printemps 2010. Le non-remboursement de la Grèce aurait des conséquences graves non seulement pour l'Europe mais également pour l'économie mondiale. Il s'agirait de la plus grande défaillance d'un pays depuis la Deuxième Guerre mondiale. La dette grecque est actuellement d'environ 375 milliards de dollars; à titre de comparaison, l'Argentine avait cessé ses paiements lorsque sa dette avait atteint 100 milliards en 2001, et la Fédération de Russie, 70 milliards en 1998. En cas de défaillance de la Grèce, plusieurs autres pays, dont l'Espagne et le Portugal, pourraient avoir des problèmes de dette souveraine. D'après les modèles de prévisions, le taux de croissance de l'ensemble de la zone euro tomberait d'un point de pourcentage pendant les trois prochaines années et celui du monde d'un demi point de pourcentage pour la même période. Les économies européennes

émergentes, particulièrement tributaires des entrées de capitaux, seraient touchées de plein fouet.

52. Une défaillance de la Grèce, admet-on généralement, constituerait un échec grave de la politique de l'Europe. L'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) ont convenu d'un programme d'aide conjoint : les États de l'Union européenne ont accepté de fournir jusqu'à 30 milliards d'euros en prêts bilatéraux à des taux inférieurs à ceux du marché, dans l'espoir que le FMI dégagerait 15 milliards d'euros. Toutefois, cette somme risquerait d'être insuffisante vu l'ampleur des besoins éventuels. La possibilité d'une crise s'est quelque peu atténuée lorsque la Banque centrale européenne a annulé sa décision de revenir à la notation utilisée avant la crise pour les garanties; sans cela, la liquidité et la solvabilité des banques grecques auraient été davantage compromises.

53. Si la priorité demeure de continuer de financer les gouvernements fortement endettés comme la Grèce, il faudra toutefois que ces pays procèdent à d'importants ajustements à long terme en matière de budget et de dépréciation des taux de change réels. Ainsi, la Grèce a déjà augmenté les taxes de vente et les droits indirects nationaux, réduit les bonus du secteur public et gelé les retraites. Elle se propose de faire passer son déficit budgétaire, supérieur à 13 % du PIB en 2009, à 3 % d'ici à 2012, et une déflation des prix de 20 % sera probablement nécessaire pour ajuster son taux de change réel. En conséquence, ces économies fortement endettées doivent réduire considérablement leurs dépenses, augmenter les impôts et, très probablement, procéder à une déflation des salaires et des prix pendant des années. Au cas où ces ajustements pourraient être appliqués, ce qui est quelque peu problématique, ces pays devraient voir leur croissance économique demeurer faible ou inférieure à la tendance pendant longtemps.

V. Appui multilatéral en situation de crise

54. Quinze des pays de la région de la CEE se sont adressés au FMI pour différentes formes d'aide pendant la récente crise, dont plusieurs dans chaque sous-région : deux pays avancés, quatre nouveaux États membres, sept pays de la CEI et deux de l'Europe du Sud-Est. En général, ces aides étaient de l'ordre de 5 à 10 % du PIB du pays bénéficiaire, mais certains n'ont demandé qu'une ligne de crédit modulable conditionnelle; c'est le cas de la Pologne, qui n'a pas eu besoin de l'utiliser. Le Tadjikistan a obtenu l'aide du FMI par le biais de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance d'une durée de trois ans et le Kirghizistan a bénéficié de la Facilité de protection contre les chocs exogènes. Dans l'ensemble, le FMI a débloqué plus de 80 milliards de dollars pour venir en aide aux économies européennes (à l'exception de la Grèce). Le FMI et l'Union européenne ont fortement coopéré pour élaborer et financer des programmes destinés aux membres de l'Union européenne. La décision du G-20 de multiplier par quatre les ressources du FMI au printemps 2009 a été un tournant décisif dans l'évolution de la crise et a permis de stabiliser la région à un moment particulièrement critique.

55. Pendant cette crise, le FMI a imposé des conditionnalités nettement moins rigoureuses que lors de crises précédentes. En général, les pays bénéficiaires ont eu davantage de latitude que d'habitude pour maintenir certaines mesures de relance macroéconomique et leurs programmes ont été souvent ajustés à mesure que la situation économique mondiale se détériorait. Toutefois, les programmes du FMI

dans certains pays tels que l'Ukraine ont dû être suspendus faute d'avoir atteint les objectifs de compression des dépenses budgétaires. La Turquie, refusant de se plier aux conditions du FMI relativement à sa politique budgétaire, s'est retirée des négociations visant à obtenir une ligne de crédit.

56. Le secteur financier des nouveaux États membres et des économies européennes émergentes a considérablement bénéficié de l'appui de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et de la Banque mondiale. Dans l'ensemble, la BERD a augmenté ses investissements de 55 % en 2009 en les portant à 10,7 milliards de dollars, et devrait maintenir ce niveau élevé d'activité tout au long de 2010. La Banque européenne d'investissement a également accordé des prêts importants pour des projets spécifiques, notamment dans les nouveaux États membres.

VI. Réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement

57. Les objectifs du Millénaire pour le développement demeurent très importants dans la région. Dans de nombreuses économies émergentes, une grande partie de la population vit dans la pauvreté et n'a pas suffisamment accès aux ressources sanitaires, qu'il s'agisse de soins maternels ou infantiles ou d'accès aux traitements pour la tuberculose ou le VIH/sida. Il reste beaucoup à faire; toutefois, les économies européennes émergentes ont mis en place des systèmes d'éducation relativement efficaces et presque atteint la parité des sexes dans ce domaine. Cela dit, la question plus globale de l'égalité des sexes dans le milieu du travail et en politique ainsi qu'un certain nombre d'enjeux environnementaux demeurent au cœur des préoccupations dans tous les pays de la région, y compris les plus avancés. Ceux-ci se sont également engagés à aider les pays en développement à atteindre leurs cibles en axant davantage le système économique mondial sur le développement.

58. De nombreux pays en développement n'ont pas les ressources internes qui leur permettraient de réaliser les objectifs du Millénaire. Les pays avancés, qui sont en mesure de fournir l'assistance financière requise, se trouvent essentiellement dans la région de la CEE et produisent presque 90 % de l'aide publique au développement provenant des pays membres du Comité d'aide au développement. Bien que les pays européens consacrent à l'aide publique au développement un pourcentage de leur PIB supérieur aux autres pays avancés ou donateurs, nombre d'entre eux n'atteindront pas leurs objectifs de 2010. L'Union européenne, qui s'était engagée à augmenter son aide publique au développement, de 0,35 % à 0,59 %, ne fournira que 0,48 % en 2010. Les États-Unis atteindront leur objectif de 2010, inférieur à celui de l'Union européenne.

59. La mesure dans laquelle les indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire ont progressé ou reculé au cours de la période allant de 1990 à 2009 est étroitement liée aux résultats économiques d'ensemble enregistrés par tel ou tel pays au cours de cette période. La gravité et la durée de la récession transitionnelle ont considérablement varié. Vingt ans après le début de la période de transition, certains pays (les pays asiatiques de la CEI riches en ressources énergétiques, les nouveaux États membres de l'Europe centrale et l'Albanie) ont augmenté leur revenu national d'environ 50 % de plus que leur niveau de 1989, mais nombre d'entre eux (les pays

européens de la CEI, les anciens États de la Yougoslavie dans l'Europe du Sud-Est et les pays baltes) se sont simplement retrouvés au même niveau qu'en 1989, tandis que d'autres (la Géorgie, la République de Moldova, la Serbie, le Tadjikistan et l'Ukraine) demeurent à un niveau inférieur de 30 % ou plus. La Turquie, qui n'a pas connu la période de transition mais a tout de même subi une grave crise monétaire en 1999, a plus que doublé son PIB réel au cours de cette période.

60. La crise économique a influé de différentes manières sur les divers indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire. L'incidence la plus directe a été les conséquences de la hausse du chômage sur l'augmentation de la pauvreté. La plupart des progrès en matière de réduction de la pauvreté réalisés entre 2000 et 2008 ont été annulés pendant la crise économique. D'après les prévisions, le nombre de pauvres dans la région pourrait augmenter de 50 millions entre 2008 et 2011. Déjà, le nombre de Russes vivant dans la pauvreté a augmenté, passant de 18,5 millions à la fin de 2008 à 24,5 millions (soit 30 %) au cours des trois premiers mois de 2009. La hausse du chômage et la baisse des salaires ont entraîné la réduction en quantité et en qualité de l'alimentation, augmentant ainsi la faim et les problèmes de santé, notamment la santé maternelle, la mortalité infantile et la vulnérabilité aux maladies telles que la tuberculose. La hausse de la pauvreté risque d'accroître les comportements à risque comme la consommation de drogues et la prostitution associées à la transmission du VIH. La réduction des revenus des ménages dans les régions les plus pauvres de la CEE pourrait entraîner une baisse de la fréquentation scolaire, les parents n'étant pas en mesure d'envoyer leurs enfants à l'école ou leur faisant abandonner l'école pour travailler. La détérioration de la position budgétaire des gouvernements est de nature à entraîner une réduction de la prestation de services sociaux et des coupes dans les programmes relatifs à l'environnement et à la santé publique.

61. Étant donné que de nombreux pays européens émergents risquent de ne pas retrouver leur PIB de 2008 avant 2012 et qu'il existe un lien étroit entre les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire et la croissance du revenu national, la crise économique pourrait retarder de quatre ans les progrès pour une grande partie de ces cibles. Autrement dit, s'il n'y avait pas eu de crise, de nombreux indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire seraient en 2015 au niveau qui aurait dû être le leur en 2011.

62. Le facteur le plus important qui permettra de déterminer dans quelle mesure la région est capable de réaliser les objectifs du Millénaire d'ici à 2015 sera le taux de croissance au cours des cinq prochaines années. Un retour à la croissance dynamique de la période 2000-2007 serait un événement de taille mais qui demeure incertain compte tenu des effets négatifs du ralentissement économique actuel sur les systèmes financiers de la région et les mesures budgétaires publiques. Néanmoins, dans les limites du revenu national, il est possible d'améliorer considérablement les politiques visant à accélérer les progrès sur plusieurs fronts.

VII. Autres événements importants dans la région

63. Les États-Unis ont adopté une grande réforme de leur système de santé au printemps 2010, même si la plupart de ces dispositions ne seront pas mises en œuvre avant 2014. Ce pays a investi beaucoup plus dans le domaine de la santé que d'autres pays avancés, avec des résultats peu concluants : environ 30 millions de

personnes qui ne disposaient pas d'assurance médicale seront couvertes une fois le programme opérationnel. Cette loi donne la possibilité d'une meilleure gestion à long terme des dépenses de santé prises en charge par le gouvernement, ce qui à la longue améliorerait la viabilité budgétaire.

64. Il reste qu'il faudra des réformes des politiques pour améliorer le dynamisme et la compétitivité à long terme des économies européennes. La plupart des objectifs établis pour 2010 dans la stratégie de Lisbonne n'ont pas été atteints. Celle-ci sera remplacée par la nouvelle stratégie européenne pour l'emploi et la croissance, axée sur les mêmes objectifs, notamment l'augmentation des emplois et la recherche-développement, un meilleur enseignement et la prise en compte des enjeux de la pauvreté et de l'environnement.

65. L'intégration régionale européenne se poursuit à la fois par l'élargissement et le renforcement de la participation. L'Estonie semble être en passe de remplir les critères de Maastricht pour l'adhésion à la zone euro en 2011 car, contrairement à la plupart des pays de l'Union européenne, elle a été en mesure de maintenir son déficit budgétaire en dessous de 3 % de son PIB. À l'été 2010, la Bulgarie pourrait adhérer au deuxième mécanisme de taux de change de l'Union européenne, avec comme but d'adhérer à la zone euro d'ici à 2013. La Pologne s'est fixé 2015 comme date d'entrée dans la zone euro. Le fait que plusieurs nouveaux États membres aient dû faire appel au FMI pour des financements externes risque en définitive de retarder leur date d'adhésion même s'ils remplissaient les critères de Maastricht. Un accord visant à recourir à l'arbitrage international pour résoudre un litige frontalier entre la Slovénie et la Croatie a levé le dernier grand obstacle à l'adhésion de ce dernier pays à l'Union européenne, qui pourrait intervenir d'ici à 2012. Les autres pays de l'Europe du Sud-Est ont posé leur candidature ou conclu des accords de stabilisation ou d'association. La coopération et l'intégration européennes s'élargissent dans le cadre de la Politique européenne de voisinage engagée par l'Union européenne à l'intention des pays de la CEI (à l'exception de la Fédération de Russie) et du Caucase.

66. Douze des économies européennes émergentes sont sans littoral; améliorer les infrastructures de transport de la région et les procédures frontalières et douanières demeure donc un objectif important pour une meilleure intégration de ces pays à l'économie mondiale. Récemment, des progrès considérables ont été réalisés dans la construction de gazoducs et d'oléoducs reliant ces pays à l'Europe de l'Ouest et à l'Asie de l'Est. Non seulement ces ouvrages constituent une source de revenus supplémentaire pour les pays exportateurs, mais aussi ils permettent aux importateurs de diversifier davantage leurs fournisseurs ou voies d'acheminement et d'améliorer ainsi leur sécurité énergétique.